

# La Révolte

n°119

**« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté, est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. » Albert Camus**

**Février 2026**

## Edito

Le silence assourdissant par lequel « Europe Ecologie Les Verts » et la « France Insoumise » ont accueilli l'accord de libre échange qui vient d'être conclu entre l'Union Européenne et l'Inde en dit long sur la léthargie idéologique dans laquelle est plongée la social-démocratie. Tandis que la partie la plus absorbée par le système de ce courant politique - les socialistes, les verts allemands... - applaudit des deux mains à cet accord<sup>1</sup>, son courant le plus « radical » ou le plus réformiste, se tait. A croire que rien d'autre ne compte que le cirque médiatique et qu'il faudra attendre que « l'actualité s'empare du sujet » pour voir les représentants de ces partis politiques accourir pour s'opposer enfin à ce traité, comme ils le font pour le MERCOSUR. Preuve que ce ne sont plus les convictions qui sont au centre de leur démarche mais bien plus les stratégies de communication dans une logique électoraliste.

Nous ne disserons pas ici avec celles et ceux qui acceptent le packaging opportuniste proposé par les dirigeants européens qui tentent de faire passer un accord qui se négocie depuis 20 ans comme une riposte à la politique agressive de Donald Trump... de ces deux dernières années. Ni à ceux qui voudraient nous faire croire qu'il s'agirait d'affirmer le modèle européen face aux dictatures et à l'extrême droite. Comme le souligne Romaric Rodin : « L'alternative à l'extrême droite de Donald Trump prendra donc la forme d'un soutien à la croissance d'un pays gouverné par l'extrême droite hindouiste qui mène une politique de répression et de violence continue et quotidienne contre les minorités. »<sup>2</sup> Et nous n'oubliions pas que Modi est un allié objectif de la Chine et de la Russie. Mais ce débat n'est pas à la hauteur des enjeux. Il ne fait que nous distraire de l'essentiel.

Dans un monde où la concentration des richesses entre très peu de main est à son paroxysme, où les capitalismes concurrents optent pour des politiques impérialistes à nouveau très agressives et jouent d'autant plus avec la guerre, où une partie toujours croissante du patronat, de part le monde, opte pour le soutien à des régimes autoritaires d'extrême droite pour tenir les peuples ; dans un monde part ailleurs exsangue de cette prédateur sans fin imposée par la logique de la croissance et du profit qui martyrise les territoires, vampirise les ressources et nous mène tout droit à un naufrage environnemental sans retour, il nous semble que cet accord s'inscrit dans des enjeux d'une autre importance. L'atrocité, c'est que tout continue. « Cet accord n'est pas « la mère de tous les accords », c'est bien plutôt l'enfant tardif, chétif et maladif d'une mondialisation à l'agonie. Cet accord est la preuve que l'Europe ne parvient pas à changer de logiciel économique et politique. »<sup>3</sup>

Et le spectacle consternant que nous offre la gauche radicale et l'écologie politique nous ren-

force dans notre conviction : il n'y a pas de réforme possible d'un tel système. Non, l'initiative privée ne va pas dans le sens de l'intérêt général. Non, les échanges et la concurrence qui induisent une recherche permanente de la croissance et du profit ne sont pas des ressorts viables, ni humainement souhaitables, dans un monde fini. Non, les frontières, les différenciels de salaires, la dispersion internationale des processus productifs qu'elles provoquent et la mondialisation des échanges qu'elles permettent ne peuvent pas se poursuivre. Non, laisser à quelques individus le soin de décider pour tous n'est pas rationnel, ni réaliste, pour peu que l'on recherche l'intérêt collectif. Et non, malheureusement mais définitivement non, il n'est pas possible de faire l'économie d'un changement radical en proposant quelques réformes parcellaires dans l'espoir insensé de canaliser cette logique implacable et destructrice. L'avenir passe par un changement global de système économique et politique. S'opposer à toutes les avancées de la mondialisation est la seule attitude rationnelle que nous pouvons adopter. Affirmer l'impérative nécessité d'un changement révolutionnaire est la seule perspective réaliste que nous devons soutenir. « Seul le bien est radical » [Hannah Arendt].

1 « Les Socialistes & Démocrates se félicitent de la conclusion aujourd'hui des négociations sur l'accord de libre-échange historique entre l'UE et l'Inde », déclaration du groupe « Socialists & Democrats » du Parlement Européen, 27 janvier 2026. « Les Verts allemands ont salué le nouvel accord commercial entre l'UE et l'Inde », dans « Les Verts allemands soutiennent l'accord commercial UE-Inde après le fiasco du Mercosur », 27 janvier 2026, European newsroom. Quand au groupe du parlement européen GUE/NGL auquel appartient le PCF et LFI, il reste muet sur le sujet : <https://left.eu/>

2 « Les illusions de l'accord entre l'Inde et l'Union européenne », Romaric GODIN, Mediapart, 27 janvier 2026

3 Ibid.



Goulesque

**Moyen-Orient : en Iran comme en Syrie, les combattants de la liberté sont toujours trahis par la « communauté internationale ».**

« De la poussière de mort partout. », proverbe iranien.

Derrière le massacre des populations martyres du Moyen-Orient, se jouent des intérêts géo-stratégiques majeurs, capables de secouer l'ordre international.

**Des peuples assoiffés de justice et de liberté.**

En Syrie comme en Iran, la jeunesse aspire à la justice et à la liberté. La guerre civile en Syrie a été déclenchée par le régime de Bachar al-Assad pour contrer les aspirations révolutionnaires du peuple syrien, et notamment de sa jeunesse étudiante, qui réclamait la justice et la liberté. Ce mouvement s'inscrit dans le moment historique du « printemps arabe » qui avait fait tomber les régimes tunisien et égyptien. Les puissances régionales comme l'Arabie Saoudite et la Turquie ont favorisé l'émergence de milices armées intégristes autour d'Al Qaeda ou Daesh pour tenter de prendre le contrôle de la région, au détriment de ce mouvement populaire. Le régime syrien a favorisé l'émergence de ce courant réactionnaire – notamment en libérant les opposants islamistes qu'il détenait dans ses geôles – avec la complaisance cynique de ses alliés iranien et russe, trop heureux de diviser l'adversaire. Un peu plus tard, durant la guerre civile, les kurdes du Nord de la Syrie proclament le Rojava libre qui se revendique des principes défendus par l'anarchiste Murray Bookchin de démocratie directe, du communalisme et de la laïcité <sup>1</sup>.

En Iran aussi, face à un totalitarisme théocratique corrompu et à bout de souffle, la jeunesse tient des revendications de justice, de liberté et de laïcité. Le mouvement « Femmes, vie, liberté » qui a éclaté en 2022, suite à l'assassinat de Mahsa/Jina Amini, a fait apparaître au grand jour un vaste mouvement de contestation souterrain qui ne cesse de se développer depuis des années. Durant trois ans, la répression n'a jamais réussi à éteindre les braises de la contestation et le vaste mouvement social qui a explosé en

décembre 2025 en est la suite naturelle.

**Des peuples que l'on assassine.**

300 000 morts en Syrie durant la guerre civile et des millions de réfugiés. Le massacre perpétré en Syrie s'est fait sous les yeux de la communauté internationale qui a laissé faire parce qu'elle se souciait davantage du pétrole et de ses intérêts propres que du sort des populations. Les conséquences se sont faites ressentir en Europe avec la montée des mouvements xénophobes devant l'arrivée des réfugiés et des offensives terroristes des islamistes.

Aujourd'hui, le régime des mollahs est en train de commettre un crime contre l'humanité sous nos yeux. Entre la fin décembre et la mi-janvier, le nombre de victimes de la répression était de 3 117 morts <sup>2</sup>. Entre le 15 et le 26 janvier, l'intensification de la répression est au niveau de ce que les nazis ont opéré en Ukraine en 1941, contre les populations juives <sup>3</sup>. Selon une fuite, les rapports internes des « gardiens de la révolution » parlent de 36 500 victimes <sup>4</sup>. Mahmood Amiry-Moghaddam, qui dirige l'ONG Iran Human Rights, confirme : « Nous recevons des informations sur des manifestants morts tous les jours, beaucoup. Donc je ne pense pas que ce chiffre soit irréaliste parce que peu importe l'endroit, même dans les plus petites localités il y a eu une tuerie. Ils ont utilisé des armes de guerre, certains tiraient depuis les toits des immeubles quand d'autres pourchassaient les manifestants dans la rue. Nous parlons d'une tuerie de masse à une échelle qui n'a pas d'équivalent à notre époque. »<sup>5</sup> Comme au temps des nazis, l'importance du massacre interdit d'imaginer qu'il s'agit de réactions spontanées venues de forces de l'ordre dépassées par les événements. Il ne peut s'agir que d'un acte planifié et prémedité par l'Etat.

Dans le même temps, le nouveau régime syrien en a profité pour lancer une offensive sur le Rojava libre.

Les agissements américains au Venezuela, les propos de Trump sur le Groenland et la répression iranienne occupant tout l'espace médiatique. Le régime d'Ahmed al-Charaa a lancé une opération militaire contre les Kurdes du FDS pour reprendre le contrôle d'une partie importante du territoire du Nord de la Syrie que les kurdes contrôlaient jusque là. Cette offensive n'a été possible que grâce à l'appui de la Turquie islamique de Erdogan, de l'aval des Etats-Unis et du laisser-faire des Européens 6. Cette opération marque l'affirmation d'un nouvel Etat-Nation appuyé par la communauté internationale et qui va assurer l'exploitation des champs gaziers et pétroliers d'une région jusque là auto-nome et qui prétendait s'organiser en démocratie directe.

### L'enjeu est aussi politique.

Il existe dans la région un courant politique anti-autoritaire et anti-capitaliste puissant. Le mouvement anarchiste turc a été un acteur majeur du mouvement protestataire qui avait éclaté en Turquie en 2013 autour du parc Taksim Gezi. Et l'opposition à Erdogan se structure dans les villes autour d'un mouvement de la jeunesse anti-violent dont les acteurs majeurs sont les groupes féministes, LGBTQ+, antimilitaristes, kurdes et anarchistes. Il y a dix ans déjà, notre ami Somayeh nous expliquait les résistances, les aspirations à la liberté et la popularité des discours situationnistes et libertaires dans la société iranienne clandestine 7. Le peuple iranien n'est pas obscurantiste et le régime des mollahs en a parfaitement conscience et lui fait la guerre comme à un ennemi de Dieu. Nous nous rappelons également du penseur anarchiste syrien, Omar Aziz, mort en 2013 dans les geôles du régime, inspirateur du mouvement des « comités locaux de coordination de Syrie ou conseils locaux de coordination », principale forme d'organisation anti-autoritaire et révolutionnaire qui a émergée au début de la guerre civile. Le puissant mouvement communaliste, laïque, fédéraliste et revendiquant la démocratie directe qui s'est développé au Nord du pays dans le Rojava autour de la résistance kurde, s'est appuyé sur ces revendications populaires puissantes. Il y aurait beaucoup à dire sur ce mouvement et certainement des critiques à formuler, d'aucun peuvent douter de la sincérité de certains dirigeants marxistes de longue date s'étant subitement découvert des penchants libertaires : que leur conversation soit sincère ou opportuniste, elle n'a pu avoir lieu que parce que les aspirations populaires des populations vont dans ce sens. Lorsque les opportunistes revendiquent la

justice et la liberté, c'est que le peuple y aspire profondément. Et, bien sûr, ce sont les peuples qui font les révoltes. Les peuples. Des groupes complexes, hétérogènes et pleins de contradictions... ou apparaissent cependant des tendances lourdes.

Aucun Etat ne veut voir les peuples du Moyen-Orient se libérer. Lorsque Trump négocie avec le régime des Mollahs c'est parce que, faute d'une alternative étatique plus fréquentable, les Etats-Unis, tout comme les puissances européennes et régionales telle que le régime intégriste saoudien – régime qui applique l'interprétation la plus réactionnaire de la charia à ce jour - préfèrent encore laisser le gouvernement des mollahs en place. Surtout ne pas laisser de place à l'imagination. Et ce qu'il se passe en Syrie en est la preuve : les acteurs de « la communauté internationale » préfèrent traiter avec un ancien d'Al Qaeda plutôt que de laisser se développer une expérience comme celle du Rojava, où tout autre expérience allant dans le sens de la liberté et de l'anti-capitalisme. Car un tel mouvement aurait des conséquences planétaires. En étant solidaire des combattants de la liberté du Moyen-orient, nous combattons aussi pour notre avenir : « la liberté des autres étant la mienne à l'infini » (Bakounine).

Jipé

1 Pour avoir une petite idée de cette expérience, on peut lire le témoignage d'une philosophe que l'on ne peut soupçonner d'anarchisme : « Rojava. Bâtir une utopie en plein chaos », Corinne Morel Darleux, 28 octobre 2021, Philosophie magazine.

2 « L'Iran dans la tourmente », par Marmar Kabir, Le Monde diplomatique, Février 2026.

3 Le massacre de Babi Yar avait fait 33 771 victimes en deux jours les 29 et 30 septembre 1941.

4 « Iran : la répression des manifestations pourrait avoir fait plus de 30 000 victimes », Le grand continent, 26 janvier 2026 qui précise qu'il s'agit d'une information fuite provenant de l'Organisation du renseignement du corps des gardiens de la révolution islamique.

5 « Nous parlons d'une tuerie de masse sans équivalent », France info, Publié 27 janvier 2026.

6 « Offensive de Damas contre les Kurdes syriens : point de situation au 26 janvier 2026 », Emile Bouvier, 26 janvier 2026, sur le site « Les clés du moyen-Orient ».

7 « La pratique amoureuse, forme de résistance sous un régime théocratique, l'Iran » par Somayeh Khajvandi, conférence des journées libertaires de Pau, février 2015.

## Lettre ouverte aux syndicalistes, aux gens de gauche et aux écologistes à propos du grand projet inutile que cache le Pau-Canfranc.

Nous nous étonnons de voir qu'une partie des militants de gauche, des syndicalistes et des défenseurs de l'environnement se disent favorables au projet de réouverture de la ligne Pau-Canfranc. Nous voulons croire que cela est dû à un manque d'informations sur la vraie nature du projet. Ce projet n'est pas la simple réouverture d'une petite ligne ferroviaire pour la desserte locale, dans la logique d'un service public. Il s'agit d'un grand projet inutile qui s'inscrit dans la logique de la mondialisation libérale qui détruit nos systèmes sociaux ainsi que l'environnement. 130 millions ont été déjà mis pour la Bedous-Pau, le maître d'ouvrage parle d'une enveloppe de 800 millions de plus pour la Pau-Canfranc. Qui peut croire qu'il s'agit d'un petit projet à destination de la population aspoise ? Pour comparaison : la région Occitanie a rouvert la ligne Montréjeau-Luchon, cela a coûté... 68 millions d'euros. Nous ne sommes pas dans les mêmes dimensions ! D'ailleurs pourquoi prévoir une électrification à 25 000 volt s'il s'agissait d'aménager un tramway rural ? Avec le système des wagons Draisly (sur batterie et écologique, qui peuvent accueillir 80 passagers), on pourrait très bien aménager un service public utile pour des coûts bien moindre. La région veut minimiser le projet mais il s'agit bien d'un grand projet inutile : Les documents de la concertation préalable sont très clairs. Déjà, au départ, le trafic est important. Il s'agit de 25 aller/retour par jour, c'est à dire 50 passages dont 14 la nuit. La part du fret annoncée est de « 10 aller/retour de trains de fret par jour dont 8 aller/retour de trains de fret affectés au ferroportage » (page 43) 1. Attention ! Le document prévoit que le fret pourra remplacer des trains de passagers sur des sillons, si ceux-ci ne sont pas rentables.

L'Espagne veut faire de la plateforme multimodale PLAZA, la plaque tournante pour desservir l'Ouest de l'UE en produits venant du MERCOSUR et d'Asie. Pour que PLAZA soit attractive il faut qu'elle ait trois axes routiers et trois axes de transport ferroviaire de fret en direction de l'Europe. Dans ces conditions, elle pourra attirer COSCO par exemple, le géant chinois des transports, et augmenter le passage de marchandises qui passera par Saragosse. Voilà l'intérêt espagnol pour le Pau-Canfranc : proposer un axe central de passage de fret en complément aux axes routiers pour attirer du trafic. (...) Pourquoi une telle différence de discours entre la région Nouvelle-Aquitaine et l'Aragon ? Parce que le Pau-Canfranc est un grand projet inutile de la mondialisation libérale qui ne va rien apporter à la région mais qui va entraîner une augmentation du trafic poids-lourds et y ajouter du fret ferroviaire !

Les arguments donnés aux écologistes et aux gens de gauche sont faux, Rousset nous prend pour des imbéciles :

1) On ne mettra pas les camions sur les trains : c'est techniquement difficile et pas rentable. Ce qui va passer c'est le fret qui est déjà rentable (pour les très longs trajets) et, ça, à côté de camions qui continueront à prendre cette route parce qu'ils sont plus rentables pour les trajets de moins de 600 km soit 87 % du trafic qui passe par le Somport... (PLAZA n'est d'ailleurs pas équipé pour mettre des camions sur des trains).

2) On ne mettra pas de taxes pour empêcher le trafic poids lourds. La région n'est pas compétente et n'a même pas candidaté pour l'être ! 2

3) On ne va pas se servir longtemps de cette voie pour le trafic passager. Il est prévu que le fret pourra remplacer les trains de passager s'ils ne sont pas rentables. Que va-t-il se passer à terme ?

4) On ne va pas renforcer le service public. La région cherche des opérateurs privés pour exploiter la ligne.

5) On ne va pas protéger l'environnement. Au contraire, on favorise la mondialisation, l'arrivée de plus de marchandises venues du bout du monde par porte-conteneurs et par avions cargos (PLAZA a un aéroport spécial pour les avions cargos, un avion cargo = 3000 camions en équivalent carbone). Et l'on met en péril des zones protégées sur le piémont et en vallée d'Aspe 3.

6) On ne va pas désenclaver la vallée, ni même le Béarn : aucun arrêt n'est prévu pour le fret dans la région à l'exception, éventuellement, d'une hypothétique plateforme à Artix... Mais aucune démarche n'a été entreprise jusqu'ici pour aller dans ce sens et même des gens bien renseignés comme David Habib n'y croient pas.

Dans ce projet, tout n'est pas chiffré. Cela veut dire que nous pouvons estimer qu'il dépassera le milliard. Un milliard qui n'ira pas aux TER, aux lycées, et aux territoires traversés. Ceux qui vont en tirer profit ce sont des groupes comme STELLANTIS qui ferme ses usines en Europe, les délocalisent en Asie du Sud-Est et de l'Est, puis assemble les pièces dans son usine qui se trouve sur PLAZA. Avec cet argent, on va donc offrir à STELLANTIS une voie de passage centrale pour les 125 000 voitures assemblées chaque année à PLAZA. Voilà ce que nous verrons passer sur les trains. Qu'est-ce que cela va rapporter aux travailleurs et à la population béarnaise ? Rien ! C'est un cadeau de un milliard pour les firmes transnationales et les géants du fret international comme COSCO et CGA-CGM qui sont en

train de se positionner pour gérer des entrepôts sur PLAZA. Belle récompense et belle incitation à continuer pour toutes celles et ceux qui font du fric avec les délocalisations. Le fret va principalement convoyer des céréales, des produits chimiques et des voitures nous ont dit les maîtres d'œuvre lors de la concertation préalable. Un habitant d'Ogeu leur a répondu : « Du maïs OGM, des produits chimiques et des bouteilles ? Est-ce cela le monde de demain que vous nous promettez ? » Nous vous posons cette question à vous toutes et tous, syndicalistes, écologistes, hommes et femmes de gauche ? C'est cela l'avenir que nous voulons ? Et il ne faut pas oublier que ce projet va pourrir la vie à des populations locales qui n'ont rien demandé. Est-ce que l'argent compte plus que ces gens ? 14 passages de train la nuit, un train toute les demi-heure, jour et nuit : la vallée d'Aspe est morte. Adieu le tourisme vert ! Des trains chargés de produits dangereux (quels produits ? La région reste évasive sur ce point) qui vont passer dans les agglomérations paloise et oloronaise. Des passages à niveau bloqués 50 fois par 24 heures, c'est à dire des territoires coupés en deux. 100 hectares de terres agricoles expropriées. Et des nuisances pour des riverains qui ne sont pas, comme on l'entend, des privilégiés qui ont acheté des résidences secondaires à peu de frais. L'essentiel des territoires traversés abritent des résidences principales et le plus gros des populations représentées sont des ouvriers, des employés et des professions intermédiaires 4. Ce ne sont pas les plus riches qui s'installent à côté des trains. Ce projet va impacter majoritairement des populations de travailleurs modestes qui vivent à côté de la voie ferrée, dans leur résidence principale. Impacts les plus importants pour les populations riveraines : risques cardiovasculaires accrus, complication pour les diabétiques, stress et fatigue chronique, dégradation des résultats scolaires chez les plus jeunes. Quant à l'argument donné que les trains sont beaucoup plus silencieux qu'avant, ils ne peuvent convaincre que celles et ceux qui vivent loin des voies ferrées. La SNCF, dans une brochure faite avec France Nature Environnement, reconnaît elle-même que les nouveaux équipements ne réduisent les impacts sonores que de 3 à 6 décibels (un train de fret c'est 88 décibels) et que pour le fret, transport le plus bruyant, ces nouveaux équipements étaient moins utilisés car à la charge d'entreprises privées 5.

Si certains ont des doutes, nous les invitons à se renseigner. Nous tenons fraternellement à leur disposition toute une liste de références qui leur permettront de vérifier nos dires. Avant de conclure, nous adressons une simple question de bon sens à tous les militants syndicaux, écologistes et de gauche : pensez-vous vraiment que monsieur Rousset qui a été le directeur de cabinet d'André Labarrère (l'un des plus grands partisans du tunnel routier du Somport), qui est un président de région qui a toujours œuvré dans le sens de la mondialisation, de la métropolisation autour de Bordeaux, qui a développé les autoroutes et abandonné les trains régionaux, qui défend la LGV, pensez-vous vraiment qu'avec ce passé et ce passif, monsieur Rousset se lance subitement, aujourd'hui, dans la défense des services publics et de la ruralité ? Franchement ? Vous lui faites confiance ? Vous le connaissez comme nous... Renseignez-vous !

Pau, le 7 février 2026, le Syndicat des Travailleurs du Béarn (CNT-AIT)

1 - « Dossier de concertation – Projet de réouverture de la ligne ferroviaire Pau-Canfranc, du 23 septembre au 20 décembre 2024 », CNDP, SNCF réseau, SNCF Gares et Connexions.

2 - Réponse faite à la question orale posée à l'Assemblée nationale par le député Echaniz : Question orale n°410, JO du 10 juin 2025, réponse de madame Gatel, ministre déléguée chargée de la ruralité : « les régions qui avaient demandé la mise à disposition, à leur profit et dans un cadre expérimental, de routes nationales dans les conditions définies par la loi dite 3DS. Or la région Nouvelle-Aquitaine n'a pas fait ce choix. Dans ces conditions, il n'est pas possible, au regard de la loi, d'y créer une écocontribution. »

3 - 4 zones ZNIEFF, 5 zones Natura 2000, 4 ZICO vont être impactées par les écoulements de produits phytosanitaires, sans compter les zones calmes. Nous vous renvoyons au dossier sur notre site : <https://cnt-ait-pau.fr/ligne-pau-canfranc-pour-les-riverains-cest-la-double-peine/>

4 - Par exemple entre Pau et Oloron-sainte-Marie : le quartier du XIV Juillet à Pau, catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés et ouvriers. La part de logements sociaux est ici de 16 % ; Jurançon (où 12 % des logements de la commune se trouvent à moins de 100 mètres de la voie ferrée), 51,7 % d'ouvriers et d'employés, 25,8 % de professions intermédiaires, 2 % de résidences secondaires, 17,6 % de logements sociaux ; Gélos, 40,8 % d'ouvriers et d'employés, 25,7 % de professions intermédiaires, 1,3 % de résidences secondaires ; Gan, 38,6 % d'ouvriers et d'employés, 32,6 % de professions intermédiaires, 2,6 % de résidences secondaires ; Ogeu, 49,4 % d'ouvriers et d'employés, 31,7 % de professions intermédiaires, 6,6 % de résidences secondaires ; Denguin, 50,2 % d'ouvriers et d'employés, 32,2 % de professions intermédiaires, 1,3 % de résidences secondaires ; Lons, 24,46 % d'ouvriers et d'employés, 17,64 % de professions intermédiaires, 5,7 % de résidences secondaires ; Billère 51,6 % d'ouvriers et d'employés, 23,9 % de professions intermédiaires, 1,2 % de résidences secondaires.

5 - « Le bruit ferroviaire en questions & réponses », SNCF RESEAU et France Nature Environnement, décembre 2018.

